

Le Medef en campagne

samedi 27 janvier 2007, par [SIMPLON Joséphine](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2007).

Jeudi 25 janvier, le Mouvement des entrepreneurs de France (Medef) devait rendre public son livre blanc, « *Besoin d'air* », lors de son assemblée générale à Paris-Bercy. L'objectif était clair : « *Peser ensemble dans le débat électoral, pour défendre nos valeurs, pour un véritable projet de société.* » Ce livre s'adresse à « *tous ceux qui souhaitent faire gagner la France* ». Une véritable campagne devait être lancée, pour « *convaincre largement l'opinion publique du bien-fondé de nos propositions, afin qu'elles influencent utilement les débats et les choix des électeurs* », avec la mise en place d'une « *série d'actions de communication partout en France* ».

La présidente du Medef, Laurence Parisot, n'avait pas caché, dès son élection à la tête de l'organisation patronale, son intention de faire intervenir celui-ci dans le débat politique, d'en faire un lobby pesant sur les orientations du pays. L'élection présidentielle est l'occasion rêvée. Après avoir donné sa propre estimation des coûts des programmes de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal, le patronat va dresser une liste de conseils et d'exigences, les confronter aux propositions des candidats, et pousser ceux-ci à se positionner.

Les propositions du patronat sont connues : moins de charges sociales pour les entreprises car, selon M^{me} Parisot, « *il est injuste de faire peser sur les salariés et les employeurs tout le poids de la protection sociale* » et, selon le Medef, parce que cela favoriserait le plein-emploi. Plus de déréglementation, plus de « *souplesse* » du code du travail, plus de facilités pour licencier, suppression du concept de durée légale du travail, recul de l'âge de la retraite, moins d'indemnisations pour les chômeurs... Pour le patronat : « *L'économie française souffre de rigidités trop fortes : que les uns et les autres aient plus de liberté et tout ira mieux !* »

C'est donc un vrai programme de régression sociale que nous propose le Medef. Mais le patronat ne devrait pas s'inquiéter car, avant même le lancement officiel de leur programme, celui-ci était déjà largement repris par certains candidats à l'élection présidentielle. C'est le cas notamment de Nicolas Sarkozy qui propose, entre autres, un contrat unique d'embauche avec allègement des critères pour licencier et la remise en cause des 35 heures, en exonérant les heures supplémentaires de charges sociales et d'impôt sur le revenu. Repris en chœur par François Bayrou, qui veut, lui, rémunérer les quatre premières heures supplémentaires à 125 % tout en les exonérant de cotisations sociales, et par Jean-Marie Le Pen, qui propose simplement de réduire les charges sur les entreprises et de travailler plus.

On le voit, le Medef a déjà un poids incontestable dans le programme des candidats de droite. Et à gauche qu'en est-il ? Sur les exonérations de cotisations sociales, le programme du Parti socialiste, auquel se réfère Ségolène Royal, reprend intégralement la rengaine libérale, en prévoyant de « *modifier les prélèvements sociaux afin qu'ils cessent de pénaliser l'emploi* ». Sur la question du temps de travail, du « *bilan de l'application des 35 heures avec les partenaires sociaux* » à la « *relance de la négociation sur le temps de travail* », hors des négociations point de salut, ce qui permet de faire l'économie de tout engagement envers les salariés et d'annoncer clairement aux patrons que rien ne se fera sans leur accord ! Le Medef n'a pas de soucis à se faire, son programme sera plus ou moins appliqué dans les mois à venir. C'est à une société de brutalité et de violence antisociale que rêve le patronat. Il veut habituer toute la population à la destruction de tous les droits collectifs. L'entreprise doit servir de modèle de société.

Pour nous, c'est clair, il faut changer radicalement de logique, de politique. Pour cela, il faut défendre un plan d'urgence contre le chômage et la précarité, pour une autre répartition des richesses. Imposer une réforme fiscale radicale combinée à l'augmentation des salaires sous toutes ses formes - directe ou socialisée -, par la création d'emplois, la garantie qu'aucun revenu ne soit inférieur au Smic, l'attribution d'une allocation d'études pour assurer la formation des jeunes est nécessaire.

Cette augmentation des revenus du travail, au détriment des profits capitalistes, constituerait une mesure élémentaire de reconquête du terrain cédé face à l'offensive libérale des vingt dernières années. Il faut également imposer de nouveaux droits sociaux, réduire le temps de travail pour réduire le chômage, renforcer les services publics, imposer de nouveaux droits de contrôle de l'activité des entreprises (privées et publiques) pour les citoyens, travailleurs et usagers. Le Medef a « besoin d'air », asphyxions-le par nos luttes afin d'imposer d'autres choix.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2190 du 25 janvier 2007.